

LETTRE OUVERTE

Contre l'oubli et pour la cohésion

La visite d'état du président de la république portugaise est une occasion de jeter un regard en arrière et un autre en avant.

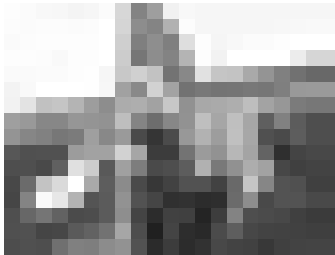


photo: Tom Wagner/SIP

L'immigration portugaise vers le Luxembourg date pour l'essentiel du tout début des années '70. Les relations officielles entre les deux gouvernements de l'époque n'avaient pas la cordialité de nos jours tout en étant intenses. En effet, le temps où le Luxembourg faisait bloc aux Nations Unies avec la dictature coloniale salazariste coïncidait avec le commencement de l'immigration portugaise. C'est de 1972 que date la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers destinée à encadrer ceux-ci. Cette loi laissait les personnes en situation instable, les liait à un employeur ou un secteur d'emploi, les mettait au chômage non indemnisé en cas de licenciement sous permis de travail A ou B, ne dit mot sur la réunification familiale qui s'opère donc sans base légale.

Cette loi n'a guère changé depuis, alors que le contexte de l'immigration est tout autre.

Nombreux sont ceux qui proclament aujourd'hui la lut-

te contre l'immigration clandestine: leur mémoire les délaisse-t-elle au point qu'ils ne se souviennent plus qu'au début la plupart des immigrants portugais arrivaient au Luxembourg sans autorisation préalable? Il est vrai que quelques jours après leur arrivée, ils avaient un travail et obtenaient les papiers. Pour emprunter ce que l'on appelait à l'époque le chemin des lapins, il fallait des passeurs, il fallait payer cher ces passeurs. Ces pratiques n'ont guère changé de nos jours, même si les Portugais n'en sont plus les victimes. Pour entrer dans l'espace Schengen, que d'aucuns appellent la forteresse Schengen, les obstacles sont devenus plus difficiles, les tarifs ont augmenté, les passeurs continuent à faire de bonnes affaires avec le trafic humain.

En maintenant une législation d'immigration inadaptée, on a créé de toutes pièces les "sans papiers". Le nouveau gouvernement luxembourgeois a promis de changer la législation de 1972.

Pour gérer l'immigration, il faut une nouvelle loi. Le programme gouvernemental en parle. Espérons qu'on ne renverra pas les préparatifs après la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne.

Et demain ?

Il n'y a pas de doute que le Portugal est devenu un "objet" connu des Luxembourgeois: voisinage ici et vacances là-bas ont multiplié les rencontres, les contacts et les amitiés. Il faut s'en féliciter sans arrière pensées.

Parmi les questions ouvertes, nous n'en évoquerons que deux: l'école et la citoyenneté.

Il ne faut pas oublier que l'immigration portugaise est la première qui est familiale et ce dès le départ. L'arrivée d'enfants étrangers en nombre significatif date de l'immigration portugaise, l'italienne qui la précédait ayant essentiellement été saisonnière et constituée d'hommes seuls. Ce n'est donc que depuis 30 ans que l'école luxembourgeoise doit se poser la question de la scolarisation des enfants portugais et étrangers en général. Comment l'école a-t-elle répondu à cette question? Au début on parlait du problème des enfants immigrés, comme si le problème résidait dans le chef des enfants et non dans

l'inadéquation du système scolaire. Au fil des ans, des réponses ont été cherchées et trouvées par-ci, par-là. Même si la solution miracle n'existe pas, il faut regretter que cette question n'ait pas été prise à bras le corps. Ceci ne met aucunement en question les initiatives prises au fil des ans par des enseignants, par des communes. Les études le disent et le répètent: l'école luxembourgeoise n'agit guère contre les inégalités sociales. Or les classes populaires, largement mais non exclusivement composées de migrants, ne peuvent recourir aux écoles internationales et européennes. Cependant l'école publique, creuset de la cohésion sociale, tarde à s'adapter .

Deuxième défi: l'adhésion à la société du Luxembourg et la citoyenneté. La survie culturelle, sociale, économique et démographique du Grand-Duché dépend actuellement de tous ses habitants et pour certains aspects et non des moindres de la centaine de milliers de frontaliers. A regarder de près, on constate que parmi la population salariée un tiers seulement est électeur. A vous de juger si cette situation est saine ou si elle pourrait être améliorée. Nous rejoignons le Premier Ministre lorsqu'il a dit le 5 mai 2002 devant la Chambre des Députés que "la participation à la prise de décision du

plus grand nombre de personnes représente pour nous un intérêt national". Nous aimerions pouvoir l'accompagner pour donner corps à cet intérêt national. Or, le programme du nouveau gouvernement reste muet à ce sujet.

Les forces politiques veulent-elles des portugais (et des autres étrangers) comme des citoyens à plein titre, qui s'identifient au Grand-Duché tout en maintenant des liens avec leurs pays d'origine? Le Luxembourg est le pays au plus faible taux de naturalisation de l'OCDE, tendance à la baisse. L'ouverture vers la double nationalité sera ou bien un slogan véhiculé avec peu de conviction et assorti de conditions d'accès plus difficiles encore ou bien une ouverture franche et volontariste pour améliorer la démocratie. Si au 19e siècle la nationalité était considérée comme un prix décerné après une course d'obstacles, le 21e siècle réclame une accession à la citoyenneté liée à la résidence et dépassant les Etats nationaux.

Joaquim de Abreu, Leonor Dias, Serge Kollwelter, Jean Lichtfous, Ana Mateus Ferreira
membres du conseil d'administration de l'ASTI

LA GRANDE LESSIVE 2004

Paradis fiscal, enfer social

Cela devient une tradition: la campagne d'Attac contre les paradis fiscaux, appelée "grande lessive", aura lieu cette année le samedi 9 octobre avec un action le matin à Luxembourg-Ville et une soirée théâtrale à Arlon.



photo: Attac

Il est facile de constater tous les jours qu'il y a de plus en plus de richesses, de biens et de services sur la planète. Tout ceci est le résultat du travail de milliards d'hommes, de femmes et, encore trop souvent, d'enfants. Mais cette abondance ne profite pas de façon égale à toutes et tous. Bien au contraire. Au cours des trente dernières années, les inégalités se sont fortement accentuées partout, entre les pays pauvres et les pays riches, mais aussi à l'intérieur de chaque pays. Dans les pays pauvres, souvent du sud, une minorité accapare à son profit, généralement par des systèmes politiques très éloignés de la démocratie, tout ce qu'elle peut extorquer aux populations: vente des richesses du sol et du sous-sol à des multinationales, livraison de mains d'oeuvre sans droits, etc.

Richesse et pauvreté

Dans les pays riches, souvent du nord, une autre minorité s'approprie, par des systèmes législatifs, judiciaires et policiers taillés sur mesure, l'essentiel des richesses. Dans le même temps, des couches de plus en plus larges de la population subissent des dégradations de leurs conditions de travail et

d'emploi, le chômage et la précarité touchent de nombreuses familles, les pertes de pouvoir d'achat s'ajoutent aux insécurités sociales en matière de retraite et de maladie et à la casse des services publics.

Cette aggravation des inégalités est une des conséquences de la totale liberté donnée aux capitaux de circuler sans contrôles sur l'ensemble de la planète. Leurs propriétaires peuvent ainsi ignorer toutes les frontières des pays, et de leurs législations sociales, fiscales, judiciaires et environnementales. La multiplication des paradis fiscaux vient encore faciliter la transgression des législations.

Une bienveillance coupable

Pendant que de nombreux gouvernements affichent une "tolérance zéro" à l'égard de la petite criminalité (vols, dégradations de biens privés ou publics, etc.) le plus grand laxisme reste la règle à l'égard de la criminalité financière. Les mafias, les trafics d'armes et de drogues, la corruption, le blanchiment d'argent sale, les montages frauduleux pour échapper aux impôts, les abus de biens sociaux font entrer en jeu des

masses financières énormes qui profitent aux auteurs de ce genre de criminalité, à leurs facilitateurs, et à leurs complices.

Les paradis fiscaux tiennent une place déterminante dans ces pratiques, avec leurs systèmes fiscaux particulièrement favorables aux patrimoines et aux capitaux, avec leur secret bancaire qui sauvegarde l'anonymat des criminels, et avec leur système juridique souvent opaque qui permet la multiplication des sociétés écran. Les "affaires" sont nombreuses où les protagonistes ont eu recours aux facilités offertes par les paradis fiscaux: Crédit Lyonnais, Elf, Enron, Parmalat, Metaleurop, Erika, Prestige, etc. Des mises en faillite ou des banqueroutes organisées de grandes banques, de sociétés multinationales, voire de pays (en Afrique, en Asie du sud-est, en Amérique latine, etc.) ont également été rendues possibles par l'existence des paradis fiscaux.

Les victimes sont toujours très nombreuses: tous les contribuables qui ne fraudent pas et qui vont devoir payer plus à cause des fraudeurs; tous les usagers des services publics et des services sociaux dont l'équilibre budgétaire est mis en cause par ces fraudes et ces fuites de capitaux; tous les autres acteurs économiques victimes de la concurrence déloyale de ceux qui fraudent, qui trichent et qui trafiquent; les salariés des entreprises victimes de prédateurs financiers et qui se retrouvent au chômage; les marins des navires poubelles et les

communes et les populations victimes des "marées noires"; etc.

Tout ceci fait effectivement beaucoup de monde, énormément de monde, mais qui ne se fait presque jamais entendre.

Agir contre les paradis fiscaux

Ces territoires qui se mettent notamment au service de la finance criminelle ne sont pas seulement des îles des mers tropicales. Ils sont de plus en plus présents en Europe, et ce n'est jamais le résultat du hasard mais pour répondre à la demande de représentants d'intérêts économiques et financiers. La Suisse, le Luxembourg, Andorre, Monaco, Jersey, Guernesey, le Liechtenstein, Malte, Chypre, et d'autres offrent une grande palette de dispositions propres à protéger des tribunaux tous les fonds importants soucieux d'anonymat et de clandestinité. Episodiquement quelques ministres des Finances, quelques chefs de gouvernement, voire quelques représentants de l'Union Européenne pointent tel aspect dommageable de tel ou tel paradis fiscal. Mais rien de sérieux n'a jamais été entrepris, manifestement pour ne pas déplaire aux réseaux bancaires et à toutes les multinationales qui utilisent les paradis fiscaux. Cette grande tolérance est d'autant plus inadmissible que des mesures efficaces pourraient être prises.

En matière judiciaire il est possible, au niveau de l'Union Européenne, de développer la coopération judiciaire entre

les Etats, d'unifier progressivement le droit pénal en matière de délinquance financière et d'instaurer un parquet européen.

En matière bancaire il faudrait harmoniser les procédures de levée des secrets professionnels, dont le secret bancaire, créer un registre central des comptes bancaires et normaliser l'identification du donneur d'ordre dans les messages financiers internationaux (remises de fonds, compensations, virements interbancaires). En matière fiscale il faut renforcer les échanges d'informations fiscales à l'intérieur de l'Union Européenne et décider au moins d'une taxation minimum significative des bénéfices des sociétés et des revenus de capitaux mobiliers pour réduire progressivement une grande partie du dumping fiscal à l'intérieur même de l'Union Européenne.

Attac en campagne

L'association Attac, créée en France en 1998, a décidé, en liaison avec les associations Attac d'autres pays d'Europe, de faire du 9 octobre 2004 une grande journée de mobilisation contre les paradis fiscaux.

Attac invite toutes celles et tous ceux qui pensent qu'un autre monde est possible, un monde basé sur la justice et la solidarité, à participer à cette campagne.

Pour avoir des informations plus détaillées et connaître l'heure et le lieu exacts de l'action prenez contact à l'adresse luxembourg@attac.org.